

# Victorieuse mais très affaiblie

**Angela Merkel a remporté, sans triomphalisme, les élections législatives allemandes. L'extrême droite progresse fortement.**

**J**e me réjouis » de la victoire, a déclaré Angela Merkel devant ses partisans rassemblés à Berlin. « *Mais ne tournons pas autour du pot, nous espérons un meilleur résultat* », a poursuivi celle qui venait d'être élue chancelière pour la quatrième fois, pointant immédiatement une des causes de cette déception : « *Nous sommes face à un nouveau grand défi, l'entrée de l'AfD au Bundestag* », et promettant de « *reconquérir ces électeurs et électrices* » de l'Alternative pour l'Allemagne.

L'entrée historique de la droite nationaliste

au Parlement n'est pas la seule déconvenue enregistrée par la chancelière. Le parti social-démocrate (SPD) a en effet annoncé préférer siéger dans l'opposition au Parlement, après une défaite d'ampleur historique.

« *Ce soir prend fin le travail avec la CDU et la CSU* », les deux partis conservateurs emmenés par M<sup>me</sup> Merkel avec lesquels le SPD gouvernait depuis 2013, a lancé le candidat social-démocrate Martin Schulz. « *Nous avons reçu un mandat clair des électeurs pour aller dans l'opposition. Pour nous, la grande coalition s'achève aujourd'hui* », avait déclaré un peu plus tôt l'une des responsables du parti, Manuela Schwesig. ■

**13,3 %**

Le mouvement anti-islam et anti-migrants de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), dont certains membres ont prêché la fin de la repentance pour les crimes nazis, a recueilli un peu plus de 13 % des voix et devrait envoyer 86 à 89 députés siéger au Bundestag. La CDU/CSU de M<sup>me</sup> Merkel est créditée de 33,1 %, selon les projections de la télévision publique ARD ; son plus mauvais score depuis qu'elle a pris la tête de la famille chrétienne-démocrate.

## Merkel perd sa « grande coalition »

- ▶ La chancelière gagne le scrutin mais encaisse un lourd revers politique.
- ▶ Le SPD annonce la fin de la grande coalition.
- ▶ Merkel devra faire appel aux libéraux et aux écologistes pour former un gouvernement.
- ▶ L'AfD s'affirme comme la troisième force politique en Allemagne.

**BERLIN**  
DE NOTRE CORRESPONDANT

**N**ous allons vous pourchasser madame Merkel ! », prévient Alexander Gauland devant une foule en délire. Vêtu comme toujours d'un costume de chasse en tweed, d'une cravate avec des chiens comme motif et d'une mallette en cuir, l'idéologue du parti d'extrême droite jubile devant les résultats des élections législatives : « *Le peuple va reconquérir le pays* », promet-il. A la soirée

électorale du parti AfD (Alternative pour l'Allemagne) organisée dans une boîte de nuit de l'Alexander Platz, au cœur du Berlin-Est (voir reportage), le leader du parti d'extrême droite jubile en apprenant les scores de sa formation aux élections législatives. « *Le peuple va reconquérir le pays* », a promis Gauland, qui a été membre de la CDU d'Angela Merkel pendant 40 ans. Son parti a obtenu hier plus de 13 % des voix alors qu'il n'a qu'à peine trois ans d'existence. L'ex-

trême droite devient ainsi la troisième force politique de l'assemblée fédérale (Bundestag) devant le parti libéral (10,4 %), les écologistes (9,3 %) et la gauche radicale (Die Linke, 8,9 %).

### Un choc pour l'Allemagne

Le score de l'AfD est un choc pour beaucoup d'Allemands. En effet, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un parti d'extrême droite

siégera à l'assemblée fédérale. Pour Angela Merkel, la victoire de cette formation est surtout une lourde défaite personnelle. Elle paie ainsi le recentrage de son parti mais aussi la décision d'avoir ouvert les portes de l'Allemagne à plus d'un million de demandeurs d'asile en 2015 et 2016. Sans la « crise des réfugiés », l'AfD aurait sans doute disparu. « *Cette crise a sauvé notre parti* », avait avoué lui-même Alexander Gauland.

Pour son quatrième mandat,

Merkel devra donc affronter une opposition extrêmement virulente à l'assemblée avec une AfD qui va s'opposer à sa politique migratoire alors même que l'Allemagne tente de relever le défi de l'intégration des réfugiés. Par ailleurs, elle sort très affaiblie dans son propre camp avec un score désastreux d'à peine plus de 33 % de voix, en recul de plus 8 points par rapport à 2013. C'est le plus mauvais score des conservateurs depuis 1953 !

Autre grand perdant de ces élections législatives est le Parti social-démocrate (SPD) qui enregistre le plus mauvais résultat depuis 1949 avec à peine plus de 20 % (-5 points). Un désastre électoral qui s'explique par une campagne complètement ratée de Martin Schulz axée sur la justice sociale alors que la sécurité était la première préoccupation des Allemands. Le candidat social-démocrate a manqué son

rendez-vous avec les électeurs qui n'ont pas compris le message de la gauche traditionnelle. A aucun moment, Martin Schulz n'a réussi à expliquer aux Allemands qu'une alternance politique était nécessaire après douze années de Merkel.

Conséquence immédiate, le SPD a choisi dès hier de rejoindre

les bancs de l'opposition pour se régénérer et se redéfinir. « *Ce résultat est un refus des électeurs d'une poursuite de la grande coalition* », a déclaré sans détour Thomas Oppermann, le président du groupe parlementaire. « *Oui, nous sommes le parti de l'opposition* », a assuré Martin Schulz qui restera président du SPD malgré ce désastre électoral.

## Un ménage à trois

La formation d'une nouvelle coalition sera donc une tâche très

difficile pour Angela Merkel alors qu'elle espérait n'avoir besoin que d'un seul partenaire pour gouverner. Le faible score des conservateurs l'oblige à faire appel à deux formations pour trouver une majorité stable au Bundestag : les libéraux du FDP, ressurgis du néant après s'être fait éjecter du Parlement en 2013, et les écologistes qui ont amélioré leur score contre toute attente (9,5 % des voix contre 8,4 % en 2013).

Pendant la campagne, les deux partis n'ont jamais exclu une alliance au niveau fédéral, mais les négociations risquent d'être très difficiles. Les libéraux et les écologistes sont opposés sur de nombreux sujets comme le droit d'asile, la sortie du charbon, la politique industrielle dans le secteur automobile (dieselgate) ou encore l'Europe. Cette coalition à la « jamais-jaune » avec les libéraux (jaune) et les écologistes (verts) sera un casse-tête pour la

chancelière qui aurait préféré une reconduction de la « grande coalition » avec les sociaux-démocrates.

Le quatrième mandat de la chancelière promet donc d'être très animé avec une opposition d'extrême droite au Parlement très agressive et un ménage à trois gouvernemental difficile à gérer.

Enfin, elle devra se trouver un successeur. Personne n'imagine aujourd'hui qu'elle puisse se représenter dans quatre ans. Pour l'instant, aucun prétendant ne s'est manifesté. Mais cela ne devrait pas tarder. Un sondage de la première chaîne de télévision publique (ARD) révélait hier pour la première fois qu'une majorité d'Allemands jugeait les douze années à la tête du pays « *suffisantes* ». Merkel paraissait hier plus que jamais une chancelière en sursis. ■

CHRISTOPHE BOURDOISEAU

# l'expert « Angela Merkel prendra-t-elle enfin ( des risques pour l'Europe ? »

ENTRETIEN

Angela Merkel profitera-t-elle de son dernier mandat pour relancer la construction européenne ? L'analyse de Franklin Dehousse, professeur à l'Université de Liège et ancien juge au Tribunal de l'UE (de 2003 à 2016).

**Durant la campagne, Angela Merkel est restée discrète sur l'Union et sur la zone euro. Peut-on attendre une relance de la construction européenne ?**

On peut s'attendre à une certaine relance européenne. Certains responsables allemands réalisent que le fonctionnement de la zone euro reste en partie mauvais. Les plus lucides (dont Merkel) mesurent qu'on devra gérer les conséquences de la remontée des taux d'intérêt, notamment en Italie, et que le contexte international appelle plus de solidarité. De plus, le message des élections françaises est que, sauf amélioration de la situation économique, l'extrême droite aura de très sérieuses opportunités aux prochaines présidentielles françaises. Ce qui pourrait devenir la fin de l'UE. Mais un accord ne sera pas simple, la distance entre les deux pays est importante.

**Angela Merkel va-t-elle répondre à l'appel de Macron ?**

Sur le plan personnel, Merkel et Macron ont un intérêt commun. Merkel a été un leader européen assez faible jusqu'ici et pourrait vouloir laisser un héritage plus important. Macron ne réussira pas sa présidence sans un progrès européen sur lequel il a beaucoup misé. La question est de savoir si elle voudra prendre des risques - lui, c'est clair, il en a pris - et si leur environnement leur laissera la possibilité de mettre en œuvre une ambition sérieuse. À cet égard, il faut bien voir que la chancelière allemande contrôle moins l'environnement politique en Allemagne que Macron en France.

**La percée de l'AfD pourrait-elle influencer la politique du futur gouvernement Merkel ?**

Pas nécessairement. Ce qui aura l'influence la plus importante, c'est la possibilité ou non d'un gouvernement CDU/CSU/FDP.

**Une participation des libéraux du FDP à la coalition compliquerait-elle les plans d'Emmanuel Macron ?**

Pas nécessairement non plus. Une coalition avec le FDP seul constituera clairement un frein. Avec le FDP et les Grünen, sensiblement

moins. La présence des seconds aura pour effet de diluer les réticences des premiers.

**Ce que fera Angela Merkel au niveau européen dépend aussi (et surtout) de ses convictions. Comment jugez-vous son bilan européen ?**

Angela Merkel aura, avec son quatrième succès électoral, une force très grande au départ, mais cela diminuera rapidement car la CDU commencera à rechercher son successeur. Son bilan européen est jusqu'ici assez médiocre. Sa vision l'est également - comme le montre son discours de Bruges de 2010, cocktail de banalités peu articulées. Merkel est une grande tacticienne, mais une faible stratège. Elle a évité le naufrage du navire, ce qui n'est pas rien, mais n'a rien apporté de nouveau. La vraie question est de savoir si elle accepte de prendre des risques pour l'Europe, comme Adenauer et Kohl l'ont fait naguère. Ce n'est pas dans sa nature, mais elle l'a fait pour les sanctions contre la

Russie et surtout les réfugiés. En 2010, elle déclarait déjà que l'Europe est une affaire de cœur, mais on attend encore qu'elle le montre.

**On entend souvent dire que l'Allemagne contrôle les leviers de décision au niveau de l'Union. L'Allemagne utilise-t-elle l'UE dans son intérêt national ?**

Pour diverses raisons (qui tiennent à sa solidité mais aussi à la faiblesse des autres dirigeants), l'Allemagne contrôle beaucoup de choses. Et très généralement, c'est un frein. En politique étrangère, en énergie, pour l'euro, pour l'union bancaire... Le problème n'est pas tellement de défendre un intérêt national en soi, mais de défendre une vision bornée de l'intérêt national. Adenauer, Brandt, Schmidt et Kohl ont fort bien accru l'influence et le prestige de l'Allemagne mais avec subtilité, en faisant intelligemment les concessions qu'il fallait. Leurs successeurs ont perdu cette intelligence. Ce n'est bon ni pour l'Europe ni pour l'Allemagne. ■

Propos recueillis par  
DOMINIQUE BERNIS

## extrême droite Alternative pour l'Allemagne entre au Parlement

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) avait choisi une grande tour d'immeubles du quartier d'Alexanderplatz, en plein cœur de Berlin, pour fêter sa victoire. A l'extérieur, plusieurs centaines de manifestants ont tenté de lui gâcher l'ambiance en hurlant des « *AfD, dégage* ». « *Ce n'est pas un peu exagéré ?* », se demande Harald, un sympathisant du parti populiste en observant ces manifestants. Ce technicien berlinois à la retraite se félicite de la victoire de l'AfD. « *Maintenant, j'attends des changements au Bundestag ! Comme quand vous coupez un doigt et que vous mettez du sel sur la plaie ! Oui, avec l'AfD au Parlement, ça va faire mal !*, prédit-il. *Et puis ensuite, je souhaite que ce parti travaille de manière constructive.* »

**« Les députés de ce groupe vont avoir un comportement non conventionnel »**

PAUL NOLTE (UNIVERSITÉ LIBRE DE BERLIN)

Comme Harald, près de 6 millions d'Allemands ont voté hier pour le parti populiste Alternative pour l'Allemagne. Les leaders du parti tablaient sur un score à deux chiffres et avec 13 % des suffrages, ils ont atteint leur objectif. Dans l'est du pays, ils dépassent même par endroits les 20 %.

L'AfD entre donc au Parlement et s'impose comme la troisième force politique du parti. « *C'est un jour important. Nous sommes au Parlement et nous allons changer ce pays* », a promis Alexander Gauland, l'une des têtes de liste du parti à l'annonce des résultats. Ce transfuge du parti chrétien démocrate s'en prend à sa tête de Ture préférée, son ancienne collègue, Angela Merkel : « *Nous allons vous pourchasser, lui lance-t-il sous les hourras. A partir d'aujourd'hui, il existe de nouveau une opposition au Parlement.* »

En entrant au Bundestag, l'Alternative pour l'Allemagne brise un tabou car il devient le premier parti proche de l'extrême droite à entrer au Parlement fédéral allemand depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour l'ex-présidente du comité central des Juifs, Charlotte Knobloch, c'est « *un cauchemar devenu réali-*

*té* » : « *Le programme et la liste des candidats de ce parti le montrent : les démons du passé, la haine et le mépris sont de retour.* »

Des personnalités ouvertement antisémites, islamophobes et racistes font en effet leur entrée au Parlement fédéral. Même les têtes de listes ont multiplié les provocations, notamment sur les questions mémorielles. Alexander Gauland a ainsi salué le travail des soldats de la Wehrmacht durant la Seconde Guerre mondiale. Alice Weidel, l'autre tête de liste, connue pour être plus policée, a qualifié, dans un e-mail, les membres du gouvernement de « *porcs* » et de « *marionnettes des puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale* ». Autre exemple avec Thomas Seitz, candidat dans le Bade-Wurtemberg. Il a estimé que la politique d'Angela Merkel « *marquait le début de l'extermination du peuple allemand* ».

Avant même cette élection, le magazine *Der Spiegel* avait jeté la responsabilité de ce « choc politique » sur la chancelière Angela Merkel, accusée d'avoir accouché « *d'un monstre* ».

Pour le chercheur Oskar Niedermayer de l'Université libre de Berlin, c'est « *essentiellement la crise migratoire qui a renforcé l'AfD* » : « *En 2015, ce parti était le seul à s'opposer à la politique des réfugiés de madame Merkel.* »

L'AfD attire des électeurs qui n'ont pas voté pendant des années, mais aussi des gens qui ont un niveau d'éducation et des revenus moyens. Il ne les attire pas sur des questions sociales mais sur le thème de l'islam, du terrorisme et de la présence des étrangers. »

Quelle conséquence aura l'entrée de l'AfD sur le Parlement fédéral ? Paul Nolte, de l'université libre de Berlin, prédit un changement de la « *culture politique au sein du Bundestag* » : « *Les députés de ce groupe vont y avoir un comportement non conventionnel que nous constatons déjà dans les 13 parlements régionaux où ils sont représentés. Ils ne sont pas très forts pour faire des propositions mais critiquent sans cesse.* »

Pour ce politologue, l'AfD a en

tout cas d'ores et déjà réalisé un beau coup en repoussant la scène politique allemande à droite face à une chancelière qui n'a eu de cesse

d'occuper le centre.

Angela Merkel, elle, a assuré dès hier soir vouloir reconquérir les électeurs de l'AfD. ■

DELPHINE NERBOLLIER

### PORTRAIT

#### Alice Weidel, caution libérale

Elle a l'air

charmante au premier abord. Mais dès qu'elle prend la parole devant les militants, sa voix est tranchante et virulente. « *L'Allemagne appartient encore à ses citoyens. Jetons le politiquement correct aux oubliettes de l'histoire !* », a lâché Alice Weidel pendant la campagne.

Toujours élégante dans les talk-shows, cette ancienne banquière et conseillère d'entreprise de 38 ans était inconnue du grand public il y a encore un an. Elle parle couramment le mandarin et connaît à fond le système de retraites en Chine, où elle a séjourné. Le chef idéologue, Alexander Gauland, est allé la chercher il y a un an pour la placer à ses côtés comme une sorte de « *caution libérale* ». Alice Weidel est désormais la représentante de l'aile « *nationale-conservatrice* » à côté de l'aile proche des néonazis. Avec elle, Gauland a réussi aussi à corriger l'image d'un parti où les femmes sont sous-représentées - plus de 80 % des membres sont des hommes. Côté privé, son profil n'est pas vraiment celui d'une militante d'extrême droite typique, où la famille classique est le modèle. Hétérosexuelle déclarée, elle partage sa vie avec une femme suisse d'origine sri-lankaise qui a deux enfants.

C.BO.

**Estimations en % à 22h00**

Participation : 75,6 % (2013 : 71,5)

Sources : FGW/ZDF

© AFP

